

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution ! #53 - novembre-décembre 2017

1€

Loi travail XXL, Sélection à la fac



Comment gagner contre Macron et son monde ?



RÉFORMES DE L'UNIVERSITÉ,
SÉLECTION À LA FAC : UNE
RENTÉE SOUS LE SIGNE DE
LA PRÉCARITÉ

CATALOGNE

LE DROIT À
L'AUTODÉTERMINATION



QUE FAIRE DE LA
RÉVOLUTION
RUSSE ?

ENTRETIEN AVEC
OLIVIER
BESANCENOT

#BALANCETONPORC :

QUAND LA PAROLE DES
FEMMES FAIT IRRUPTION
DANS L'ESPACE PUBLIC



Sélection, «contrats pédagogiques de réussite», bourses

Réformes de l'Enseignement Supérieur: des reculs sans précédents, un combat à préparer

Ce lundi 30 octobre, le premier ministre et les ministres de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur ont présenté leur « plan étudiants » en donnant les principaux éléments des réformes concernant l'Enseignement Supérieur, et notamment l'accès à l'université.

Toutes les annonces faites pour le gouvernement sont des reculs sociaux pour les étudiants, au service d'une université qui est de plus en plus taillée sur mesure pour les besoins du patronat et qui cherche à exclure de plus en plus les classes populaires des universités. Depuis des années, le gouvernement a bien installé les conditions de la destruction d'une université qui se voulait « ouverte à tous » (dans les textes au moins), en réduisant les budgets des universités tandis que le nombre d'étudiants augmentait inexorablement : entre 2009 et 2017, alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 235 000, les budgets se sont réduits de 660 millions d'euros. La dégradation des conditions d'études s'est accentuée avec les lois LRU et Fioraso. Evidemment, face au manque de moyens et de places, le gouvernement a instauré le pire des systèmes, le tirage au sort. Ce tirage au sort, qui a empêché cette année 3000 étudiants bacheliers d'entrer dans l'enseignement supérieur, est agité par le gouvernement comme un prétexte pour imposer une sélection à l'université, et de détruire l'accès à l'enseignement supérieur. Frédérique Vidal l'a ainsi présenté : « on a veut passer du supérieur pour tous à la réussite dans le supérieur pour chacun », ou comment expliquer qu'on veut arrêter de faire des études un droit, et qu'on doit ériger la concurrence en devoir.

Quelles sont les pistes évoquées par le gouvernement ? L'idée principale est de faire passer la sélection en licence via des « attendus », fixés filière par filière. Ces « attendus », qui ne sont d'autres que des prérequis, et une forme réelle de sélection, pourront être d'ordre divers : notes, type de bac, motivation des lycéens, activités extra-scolaires, ainsi que les avis du conseil de classe. Si le lycéen n'a pas les prérequis nécessaires, les universités pourront l'obliger à suivre certains modules en plus, ou bien des stages d'été, voir parfois une année entière de mise à niveau. Par exemple, si vous êtes en bac professionnel, impossible d'aller directement dans une licence de sciences sociales, il faudra vous « mettre à niveau ». Par ailleurs, les universités auront le pouvoir de refuser simplement les étudiants, « à conditions qu'il n'y ait pas assez de place dans la filière ». Quand on sait le nombre de licences surchargées, on voit que cela équivaut à instaurer une sélection pratiquement partout, en veillant à laisser toutes les formations sous pressions pour qu'elles puissent effectuer une sélection.

Par ailleurs, pour sélectionner les étudiants, les universités auront maintenant à leur disposition les avis des conseils de classe de tous les élèves via, des « fiches avenir » concoctées aux conseils de classe du premier et deuxième trimestre de terminale. Ces fiches avenir seront un bon moyen

de rompre l'égalité qu'il y avait auparavant, quand le BAC signifiait une autorisation d'accès à l'enseignement supérieur : cela est fini.

Le gouvernement souhaite aussi instaurer un « contrat de réussite pédagogique » entre les étudiants et leurs professeurs à l'université. Ce contrat va agir sur les étudiants comme un couperet sur leur nuque durant toute leur scolarité, d'autant plus pour les boursiers. En effet, ce contrat devrait signifier qu'il ne suffit plus d'avoir la moyenne aux partiels pour « réussir », mais qu'une équipe pédagogique pourrait écrémer ses promotions chaque année, en enlevant les « moins bons éléments ». Par ailleurs, le gouvernement souhaite « garantir » les bourses sur ce contrat de réussite. Que cela veut-il dire ? Il ne suffira plus d'être assidu à ses cours pour obtenir le maintien de sa bourse ; il faudra aussi « réussir ». Un redoublement équivalra-t-il à un retrait de la bourse ? Cette perspective montre l'étendue et la gravité des attaques contre la jeunesse.

Par ailleurs, les annonces concernant la « lutte contre la précarité » sont au mieux ridicules, au pire inquiétantes. En effet, en guise de « progrès » pour les étudiants, le gouvernement a dit vouloir s'engager à ce que les bourses soient payées en temps et en heures, comme si cela ne devrait pas être déjà le cas ! Par ailleurs, il a été annoncé une réflexion sur une « aide globale d'autonomie ». Dans le rapport Filâtre, l'idée était aussi évoquée de fusionner les Bourses sur critères sociaux et les APL ; cette proposition ne permettra que de retirer les bourses à certains étudiants, ce qui est inacceptable.

Pour toutes ces raisons, on ne peut que dénoncer ce « plan étudiants », présenté comme une grande avancée pour les 2,5 millions d'étudiants sur le territoire. Sur tous ses aspects, ce sont des reculs pour tous les étudiant-e-s, qu'ils soient à la fac, en BTS, en IUT, ou même dans les écoles d'ingénieur ou d'économie. Ce « plan étudiants », est la suite logique des réformes entamées dans les années 2000 avec le processus de Bologne, et qui n'ont fait que renforcer la concurrence entre les universités, avec l'instauration de « facs d'élites » et de l'autre côté des « facs poubelles ». Pendant que tout le Code du travail est minutieusement détruit avec les ordonnances, et que le gouvernement s'attaque à l'assurance chômage, il s'agit aujourd'hui de préparer, sur les universités et les lycées, dans des fronts uniques le plus large possible, la date du 16 novembre pour en faire un grande date de mobilisation, non seulement contre la loi travail, mais aussi contre la sélection à l'entrée de l'université. La sélection a déjà été proposée plusieurs fois par les gouvernements successifs, notamment en 1986, où face à la loi Devaquet qui voulait restreindre l'accès à l'enseignement supérieur à des couches entières de population, les étudiants ont répondu par une grève de masse, qui a vaincu le gouvernement Chirac. C'est ce chemin qu'il faut reprendre aujourd'hui : construire, sur les lycées et les facultés, des Assemblées Générales massives, en collaboration avec les professeurs et les personnels administratifs, et rassembler des centaines de milliers d'étudiants dans la rue.

La Catalogne, les marxistes et le droit à l'autodétermination

La situation inouïe que l'on vit actuellement dans l'Etat Espagnol, où les tensions entre la Catalogne et le gouvernement central ne font qu'augmenter, ramène sur le devant de la scène les débats au sein du marxisme autour du droit à l'auto-détermination des peuples.

Où en sommes-nous ? Le gouvernement de l'Etat Espagnol a décidé de faire un pas de plus dans la répression le 20 septembre dernier, lorsque la garde nationale a arrêté plusieurs membres du gouvernement catalan (la Generalitat) et réalisé des perquisitions dans les sièges des principaux partis indépendantistes en vue d'empêcher le référendum sur l'indépendance prévu le 1er octobre. Le jour du vote, une mobilisation de masses a fait face à la répression des forces de l'Etat. Pourtant, à cause de la violente répression qui a radicalisé le camp indépendantiste, c'est bien le « oui » qui l'a remporté lors de la consultation populaire sur l'avenir du pays. La droite espagnole et Madrid se sont retrouvés en difficulté : seule la fuite en avant répressive leur permettrait de reprendre en main la situation. Du côté du camp indépendantiste, une puissante grève générale le 3 octobre a poussé le gouvernement catalan à

déclarer l'indépendance et à aussitôt la suspendre, en espérant que Madrid voudrait négocier. Rien ne s'est passé comme prévu, puisque le samedi 21 octobre, Rajoy a fait usage de l'article 155 de la constitution qui l'autorise à dissoudre le gouvernement catalan et à suspendre l'autonomie de la région, pendant que le Parlement catalan déclarait l'indépendance de la région et demandait aux autres Etat sa reconnaissance.

Comment doivent se positionner les marxistes sur la question de l'autodétermination ? Le débat sur la question nationale et le droit à l'auto-détermination commence avec des écrits assez imprécis de Marx et d'Engels sur ce thème. Le débat a été approfondi par la suite au sein de la Seconde Internationale et a culminé avec la formulation par Lénine de la première position concrète sur le droit à l'auto-détermination des peuples.

Marx n'a jamais proposé une théorie systématique de la question, ni une définition concrète de la « nation », ni de stratégie politique aboutie à l'intention du prolétariat sur ce thème. Pourtant, l'intérêt de Marx pour l'Irlande donnera lieu à un travail plus approfondi, qui sera ensuite repris et développé par les héritiers de Marx, tout particulièrement Lénine. Il arrive à la conclusion que l'émancipation de la nation opprimée affaiblit économiquement, politiquement et militairement le pouvoir de la classe dominante dans la nation dominante, ce qui contribue à la lutte révolutionnaire du prolétariat dans cette nation. Ainsi, il ne peut pas y avoir de lutte pour le socialisme lorsqu'une nation en domine une autre.

En partant des écrits de Marx, Lénine a élaboré une stratégie révolutionnaire cohérente pour le mouvement ouvrier concernant la question nationale sur la base du droit à l'auto-détermination. Comme pour ses prédécesseurs, son point de départ était l'internationalisme prolétarien, mais il alla au-delà dans la mesure où il voyait une relation dialectique entre l'internationalisme et le droit à l'auto-détermination des nations.

Le but des révolutionnaires n'est pas de morceler l'humanité en une infinité d'Etats, mais de finir avec les Etats et les frontières. Mais on ne peut pas non plus ajourner cette question en attendant le socialisme. C'est pour cela qu'il nous faut un programme politique et une stratégie révolutionnaire pour résoudre concrètement la question. Il y a un fait fondamental du monde

capitaliste qu'aucun révolutionnaire ne peut nier : la division du monde entre nations oppressives et nations opprimées, des nations sans droit et des préjugés raciaux contre ces nations. Le prolétariat des pays dominants ne peut donc pas faire abstraction de ce fait : il doit lutter pour le droit d'auto-détermination, revendiquer le droit de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées. Sinon, il n'y a pas d'internationalisme, il ne peut y avoir de confiance entre les différents prolétariats, ni de solidarité de classe entre ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime. Le droit à l'auto-détermination n'est pas une question économique, mais politique, puisqu'il est question du droit politique d'une nation à décider de son futur.

La question nationale en Catalogne aujourd'hui. Le débat central dans l'histoire de la question nationale dans l'Etat Espagnol a été toujours le rôle des classes dominantes des nations opprimées dans la lutte pour l'auto-détermination des nations et la question de l'alliance de classes qui ferait aboutir cette revendication. C'est le cas encore aujourd'hui en Catalogne, où différents secteurs indépendantistes catalans tendent la main à la bourgeoisie pour qu'elle dirige le processus, alors que les partis de la bourgeoisie catalane (PDECAT, avant CDC et CiU) sont aussi les partis de l'austérité, des coupes budgétaires et

de la répression du mouvement ouvrier. La lutte pour l'auto-détermination du peuple catalan est entrée dans une nouvelle étape le 20 septembre dernier avec les arrestations et les perquisitions à Barcelone, puis avec le 1er octobre et la grève générale du 3 octobre. Le niveau de conflictualité a trouvé des niveaux qui ont été atteints au XXème siècle seulement au cours de processus politiques profonds. Le bras de fer parlementaire entre la coalition indépendantiste du JuntsxSi et Madrid a déclenché des mobilisations de rue et l'entrée sur scène (encore très minoritaire) du mouvement ouvrier et de la jeunesse. L'exemple catalan montre que c'est une erreur de penser qu'on peut conquérir l'auto-détermination sans une large mobilisation des masses, sans indépendance des partis patronaux et sans lutter contre le régime de la Transition et le capitalisme espagnol et catalan. La bourgeoisie catalane n'est jamais allée au bout de ses discours sur l'indépendance, car les classes populaires de Catalogne ne veulent pas se battre que sur la question nationale, mais aussi pour le droit au logement, l'emploi, etc.

Seb (comité ENS)

INTERVIEW

« Il faut une grève générale en Catalogne pour défendre le référendum »

Depuis deux mois, la Catalogne est au centre de l'actualité internationale, entre le référendum d'auto-détermination et la répression du pouvoir central. Retour avec Marta, étudiante à Barcelone et militante du Courant Révolutionnaire des Travailleurs-ses, sur la mobilisation en cours.

Propos recueillis par Adrien (comité ville jeune Toulouse) et Elsa (comité Paris 1)

Quelle est l'ambiance dans la jeunesse?

Contrairement à ce qu'on a pu voir ces dernières années, au cours desquelles il y a eu peu de mobilisations étudiantes, le mouvement étudiant est aujourd'hui de retour sur le devant de la scène.

A l'occupation du rectorat de l'UB (Université de Barcelone), qui a eu beaucoup d'impact dans les médias, il faut ajouter les grèves étudiantes des 27, 28 et 29 septembre et la mobilisation historique du 28S au cours de laquelle plus de 80 000 lycéens et étudiants sont descendus dans la rue. Même si pour le moment le mouvement est dirigé par "Universitas per la República", qui est un bloc formé par les jeunes des principaux partis souverainistes (Junts Pel si et la CUP, la gauche radicale souverainiste), il faut aussi dire que depuis quelques semaines a commencé à se constituer un secteur critique de cette direction, qui s'est battu pour construire un mouvement étudiant à la base, qui s'approprie les revendications historiques des étudiants, comme l'université gratuite, en convoquant des assemblées générales massives



de plusieurs centaines d'étudiants dans la perspective d'une convergence avec les travailleurs.

Face au coup d'Etat institutionnel, il faut mettre toutes les facs en grève, promouvoir des assemblées inter-professionnelles, que les étudiants se coordonnent avec les comités de défense de la République qui se montent dans les quartiers, et mettent en place un plan de lutte indépendant avec son propre programme, dans la perspective de construire une grande grève du secteur de l'éducation, tout en exigeant des grandes centrales syndicales qu'elles se proposent de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière.

La mobilisation s'est-elle seulement déclenchée sur la question de l'indépendance?

En réalité, du 20 septembre jusqu'à aujourd'hui, les actions telles que l'occupation

du rectorat de l'UB et les grèves étudiantes ont été convoquées contre la répression de l'Etat et en défense du référendum. Le bloc « Universitas per la República » tente de séparer radicalement le contenu démocratique du contenu social dans ces mobilisations, dans un contexte où c'est l'ERC (gauche républicaine) et le PdeCAT (droite catalaniste, parti de Puidgemont) qui ont mis en oeuvre ces politiques néo-libérales. Mais ces dernières semaines, un bloc critique de cette direction commence à se battre pour se démarquer de la direction du procès et porter un programme qui intègre les revendications étudiantes. C'est avec ces perspectives qu'avec No Pasaran et Pan y Rosas nous avons participé à ces assemblées générales.

Séparer les revendications démocratiques (comme le référendum ou la répression) des revendications sociales, comme la gratuité de l'éducation ou la nécessité de s'attaquer aux contre-réformes néolibérales empêche l'extension

INTERVIEW

de la mobilisation à tout un secteur d'étudiants qui soutient le droit à l'application du référendum mais qui ne se reconnaît pas dans le programme de Puigdemont ou de Junqueras: ces jeunes qui ne peuvent pas se payer les frais d'inscription à l'université qui peuvent coûter jusqu'à 2000 euros, ou qui, pour le faire, doivent travailler dans des conditions très précaires. Nous pensons que nous devons non seulement défendre l'application du résultat du référendum mais aussi construire un mouvement qui se bat pour tous les droits que nous avons perdus ces dernières années. Ainsi, le mouvement étudiant doit défendre le résultat du 1er octobre, s'affronter au coup d'Etat institutionnel de l'article 155 et lutter pour une université publique, gratuite, et sans précarité.

Quels sont les objectifs que doit se fixer le mouvement ?

Le 3 octobre, le mouvement ouvrier a fait irruption sur le devant de la scène menant une grève générale que ne souhaitaient ni les grandes entreprises catalanes, ni le PdeCat ou la ERC. Elle a été possible malgré l'opposition des grandes centrales syndicales CCOO et UGT qui, aux côtés de l'ANC (Assemblée Nationale Catalane) et de l'Omnium (Organisation de promotion de la langue et de la culture catalane) appelaient à une « grève

civique » et à des rassemblements symboliques devant les lieux de travail.

Le gouvernement de Rajoy, s'appuyant sur le PSOE (Parti Socialiste Espagnol), la Couronne et le soutien de l'UE avance durcit chaque jour sa ligne répressive. Il a déclenché un coup d'Etat institutionnel avec l'article 155 de la constitution espagnole. Pour y faire face, il faut une grande grève générale en Catalogne contre le 155, en défense du référendum, pour l'expulsion de la police nationale et de la Guardia Civil, portant le programme de notre classe qui inclut des mesures comme la répartition du temps de travail sans diminution de salaire, la fin de la précarité et l'augmentation du salaire minimum, l'annulation de la dette, financées par l'impôt sur les grandes fortunes.

Mais une telle mobilisation ne sera pas construite par l'ERC ou le Pdecat. Il faut renforcer les comités de défense de la république et les étendre à tous les quartiers, lieux d'étude ou de travail. Il s'agit de la politique que doivent mener la gauche syndicale et les syndicats étudiants qui ont le plus de poids dans les universités, comme le SEPC pour concrétiser le mot d'ordre « ouvriers et étudiants,

unis et en avant ! »

Ces dernières semaines, nous avons vu comment les grandes banques, entreprises et corporations ont avancé dans leur guerre économique: une campagne de « terreur économique » qui se matérialise avec le transfert de capitaux et d'entreprises catalanes à d'autres territoires. S'affronter à cette pression est seulement possible avec la nationalisation des entreprises et des banques et le contrôle des capitaux par les travailleurs.

« S'affronter à la pression des banques qui transfèrent leurs capitaux n'est possible qu'avec la nationalisation des entreprises et des banques sous contrôle des travailleurs »

La classe ouvrière, les femmes et la jeunesse doivent se battre pour que s'ouvre un processus constituant véritablement libre et souverain. C'est à dire, l'opposé de ce que veut la bourgeoisie catalane. Un processus constituant qui permettrait de décider de

tout: de la relation territoriale que doit avoir la Catalogne avec l'Espagne mais aussi de l'éducation publique que nous voulons, de la santé publique, de comment en finir avec la pauvreté, le chômage et la précarité. C'est à dire, un processus constituant dans la perspective de construire une République catalane socialiste, pour la classe ouvrière et non pas une autre république capitaliste.

Précarité, sans-facs, manques de moyens, sélection en licence: première rentrée universitaire sous Macron

Sélection à l'université : un projet mûri de longue date par le patronat

La sélection à l'université c'est quoi ? Jusqu'à présent le bac était le diplôme qui donnait le droit d'entrer à l'université. Officiellement c'est la clef qui permet de poursuivre ses études dans l'enseignement supérieur. Dans les faits, la sélection existe d'ores et déjà, dans les filières "d'élite" (prépas, grandes écoles, etc.), mais aussi de façon détournée à la fac, en jouant sur l'échec d'une grande partie des étudiant-e-s en licence notamment. En ne donnant pas les moyens d'étudier convenablement -que ce soit les amphis bondés, les TD surchargés, l'absence d'aide personnalisée ou tout simplement le manque de bourses qui nous oblige à nous salarier pendant nos études- l'Etat compte sur le fait qu'une majorité d'entre nous ne pourra pas réussir et abandonnera au fur et à mesure.

La ministre Mme Vidal prévoit de rendre officielle et donc de renforcer drastiquement cette sélection: Le bac perdra toute sa valeur et ne donnera plus le droit d'accès à la fac, à la place chaque université définira ses propres "prérequis" pour avoir le droit de s'inscrire et définira le nombre de places dans les formations.

C'est loin d'être la première fois qu'un gouvernement cherche à restreindre l'accès aux études supérieures et à instaurer la sélection à la fac: Déjà en dans les années 60 le plan Fouchet vise à mettre en place une sélection drastique, mais les mobilisations étudiantes (qui débouchent sur Mai 68) vont enrayer cette attaque. En 1973 la mobilisation lycéenne et étudiante impose le retrait de la sélection entre la L1 et la L2 prévu par la loi Debré. En 1976 la plus longue grève étudiante (avec le CPE) fait sauter le plan Saunier-Séité prévoyant la sélection en M1 et la création de filières au rabais ("professionnalisante"). En 1986 la sélection tente d'être imposée par le

ministre Devaquet, malgré la forte répression du mouvement -jusqu'au meurtre par la police d'un étudiant, Malik Oussekin- la mobilisation vient à bout de cette nouvelle tentative.

Si les gouvernements successifs se donne tant de mal ça n'est pas un hasard, la sélection à la fac c'est tout bénéf pour le patronat ! D'un côté économiser sur les formations qui ne leur sont pas rentables, de l'autre mettre en place des formations taillées sur mesures pour leur besoins.

Quelles sont les conséquences de la sélection ?

La sélection aura des conséquences dramatiques pour les jeunes: Tout d'abord on sera encore plus nombreux-ses à se retrouver sur le carreau en septembre: dans des formations non voulues ou sans formation du tout ! Mais cette sélection va en plus renforcer la concurrence entre les facs, et la mise en place d'une université à 2 vitesses: d'un côté des formations d'élites réservées à une petite minorité et de l'autre des filières "poubelles" qui délivreront des diplômes en carton, sans valeur, mal reconnus, nous obligeant à accepter de travailler dans n'importe quelles conditions de précarité, de bas salaire.

C'est ce que réclament les patrons: que l'Université

IMPOSONS D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ

Face à ces attaques contre les jeunes et les travailleurs-ses nous devons revendiquer des choix radicalement différents pour la société:

- ★ Pour une université gratuite et financée - à 100% de manière publique- à hauteur des besoins, pour en finir avec les TD surchargés et les amphis bondés,
- ★ Pour des diplômes nationaux -pour offrir des garanties collectives dans le monde du travail- avec des contenus et des modalités d'exams définis nationalement,

leur livre des travailleurs-ses taillés sur mesures à leur besoins. Ils veulent que nous soyons formé-e-s à minima sur des "compétences" pour être immédiatement rentables, et surtout que nous n'ayons pas de diplômes de qualité garantissant des protections collectives, pour que les étudiant-e-s d'aujourd'hui deviennent les travailleurs-ses de demain: malléables à merci...

Loi travail, austérité, sélection à la fac. La sélection à l'entrée de l'université n'est que l'une des multiples facettes de l'offensive que mène la bourgeoisie contre notre camp social: Pour maintenir leur taux de profits mis à mal par la crise du système capitaliste débutée en 2008, le patronat cherche à nous exploiter toujours plus et à réduire les salaires. Ainsi cette attaque contre le droit à accéder aux études supérieures et contre la valeur de nos diplômes doit être mise en perspectives avec à la loi travail XXL qui casse le code du travail. En même temps qu'il casse notre formation pour nous obliger à tout accepter, le gouvernement donne carte blanche aux entreprises pour nous imposer des conditions de d'exploitation toujours pire !

Anatoli (Grenoble)

- ★ Pour la mise en place d'un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes permettant d'étudier sans avoir besoin de se salarier, mais aussi pour pouvoir faire librement nos choix de vies, d'étude, de sexualité,
- ★ Réduction le temps de travail entre tous et toutes sans perte de salaire pour pouvoir finir ses études sans avoir peur du chômage, de

A Nanterre, exigeons l'inscription à la fac de tous les sans facs !

Cette rentrée se fait sous le signe de la sélection à la fac, avec le tirage au sort d'APB de même que la sélection en M1, légalisés respectivement en avril puis en octobre 2016 par Hollande. Cette année, près de 3000 étudiants n'ont toujours pas d'inscription à la fac. La raison ? « Pas de place », enfin surtout pas de sous. Le but réel est d'adapter l'université aux besoins du patronat : former juste ce qu'il faut de travailleurs qualifiés, dans des formations adaptées aux « réalités économiques » d'un côté, et serrer la ceinture des filières non « rentables », qui ne représentent pas d'intérêt économique pour les grandes entreprises.

À Nanterre, nous avons tenus des tables syndicales dès juillet, pour recenser les dossiers d'étudiants sans facs : ils étaient plus de 400. La fac a adopté une politique « ferme » et recale le plus de bacheliers possible ou encore refuse des redoublants.e.s en M1. Une sélection qui touche surtout les fils et filles d'ouvriers et/ou d'origine immigrée. Certains perdront leur logement ou leur bourse, d'autres leur titre de séjour, faute d'inscription à la fac.

En prenant les dossiers, nous expliquions que nous ne pourrions pas obtenir d'inscriptions si les étudiants sans fac ne se mobilisaient pas, massivement et collectivement ; à la différence de la tendance majoritaire de l'UNEF, qui leur donnait l'illusion que déposer un dossier auprès du syndicat serait suffisant. Nous avons organisé plusieurs AG « sans-facs » pour que les étudiants puissent décider de l'avancement de leur lutte. Beaucoup étaient légitimement découragés de n'être acceptés nulle part. Un noyau dur s'est formé, et s'est investi dans une campagne de pétitions pour s'adresser aux étudiants déjà inscrits, des interventions en amphi, des affichages, des rassemblements sur le campus, mais aussi en manifestant le 12 septembre avec leur propre banderole. Cela a visibilisé leur lutte, et a montré le lien avec la situation politique globale. Avec la reprise des cours, les possibilités d'inscriptions diminuaient. Les sans-facs ont donc renforcé leurs actions, en envahissant les échéances publiques de la vice-présidence et en bloquant un CFVU. C'est grâce à cette détermination qu'ils et elles ont pu obtenir un rendez-vous et des inscriptions. Cependant, pour décapiter ce mouvement qui mettait en lumière la politique de la fac, la vice-présidence a choisi d'inscrire les plus impliqués du mouvement.

Cette bataille a tout de même permis à des « sans-facs » de prendre en main leur lutte et d'arracher un certain nombre d'inscriptions. Elle a fait la jonction avec la mobilisation interprofessionnelle du 12 septembre (appelée contre les ordonnances Macron), montrant que les logiques de sélection à l'université font partie du projet global porté par le gouvernement.

Jeanne (Nanterre)

A l'université de Rouen, une rentrée sous le signe du manque de moyens

Cette année, comme c'est le cas depuis 7 ans, le nombre d'inscrits dans l'Enseignement supérieur a augmenté. En 2015, plus de 2 550 000 jeunes étaient inscrits à la fac, c'est 80 000 de plus qu'en 2014. Cette augmentation du corps étudiant est constatée dans toutes les académies. Les étudiants inscrits à l'université représentent 62,5% des inscrits dans les études supérieures. La hausse démographique dû au baby-boom des années 2000 est prévue depuis 4 ans et rien n'a été mis en place pour préparer les universités à une hausse d'effectif. En 2016, on attendait plus de 40 000 étudiants pour la rentrée 2017 et aucune mesure n'a été mise en place pour les accueillir dans de bonnes conditions.

À Rouen, sur la fac de Mont-Saint-Aignan, pour la faculté de lettres, c'est plus de 4000 étudiants qui ont vu leur rentrée décalée de plus d'une semaine. Rentrée qui s'est faite dans un chaos total, sans assez de personnel administratif, trop pris par la mise en œuvre des nouvelles maquettes, et sans locaux, avec la fermeture d'un bâtiment entier. Les étudiants de lettres et de langues ont été dispatchés aux quatre coins de la fac (en science humaines, en sociologie, psycho...). Aucun moyen n'a été dégagé par le président de l'université pour répondre à cette rentrée catastrophique malgré une manifestation de plusieurs centaines d'étudiants pour le forcer à réagir. Au contraire, il a affiché un mépris total pour les étudiants et enseignants élus au Conseil de gestion de la Faculté de lettres.

Rien d'étonnant à ça quand on voit que Macron a pour objectif de poursuivre la politique des gouvernements précédents et qu'il a d'ores et déjà réduit le budget de l'ESR de 330 millions d'euros pour la rentrée 2017. Les universités répondent par le gel des postes et une politique d'austérité qui nuit gravement aux

conditions d'études de travail des étudiants et du personnel. En LEA à Rouen, le taux d'encadrement est d'un enseignant titulaire pour 83 étudiants, alors que la norme est autour de 1 enseignant pour 10 étudiants ! La sélection en première année de licence par tirage au sort qui s'est légalisée pour cette rentrée 2017, ainsi que celle qui vient aussi d'être mise en vigueur au niveau Master 1 n'arrangeront pas la situation car cette sélection poussera de plus en plus d'étudiants en dehors du système universitaire. Ou bien elle dirigera ces étudiants vers des filières qu'ils ne souhaitent pas. Ces attaques sont loin d'être les seules qui touchent les étudiants, qui sont aussi visés par la baisse des APL, ou encore la prévision de fusion des différentes aides sociales qui s'accompagnera certainement d'un directement des critères d'admission aux services de bourses.

Aujourd'hui, une partie du budget des facs part dans des crédits recherches alloués aux entreprises sans aucun contrôle sur ces recherches et sur l'utilisation de ce budget. En guise de réponse au cruel manque de personnel, les présidents d'universités préfèrent un employeur massivement des enseignants vacataires (précaires), qui ne sont pas souvent présents pour encadrer les étudiants, laissant un travail énorme au corps d'enseignants titulaires et au personnel Biatss. Surtout, ces dispositifs d'« appoint » censés répondre à des situations momentanément difficiles sont entraînés de devenir la norme et la proportion d'enseignants en situation de précarité augmente en flèche. C'est pour cela que nous demandons une éducation digne de ce nom, ouverte à toutes et tous, ainsi que des moyens à la hauteur des besoins, pour de bonnes conditions de travail et d'études.

Serge (Rouen)

Réforme du premier cycle : une sélection qui ne dit pas son nom

Ce lundi 30 octobre, le gouvernement Macron a fait un pas de plus dans les attaques contre la jeunesse, en dévoilant son « plan étudiants », qu'il souhaite être effectif dès 2018. Au centre des réflexions, plus de sélection, que ce soit durant l'année de terminale, et pendant toutes les années universitaires.

La sélection, qui passera pas un APB qui sera modifié, fonctionnera sur un mode nouveau : les établissements d'enseignement supérieur pourront répondre aux dossiers des étudiants avec trois réponses possibles : « oui », « oui si » ou « en attente ». Derrière ces trois réponses, il faut voir que l'université aura maintenant l'accès aux dossiers pédagogiques des étudiants, même dans les filières auparavant non sélectives. Il pourra avoir accès aux notes, pourra demander des lettres de motivation, ses activités extra-scolaires, ainsi que les avis du conseil de classes, qui seront renforcés. En effet, durant toute la terminale, les conseils de classes examineront les demandes de leurs élèves, et émettront des « fiches avenir », que les universités pourront examiner pour choisir ses étudiants. Les professeurs du lycée seront donc partie prenante de la sélection à l'université et du tri des étudiants entre filières de prestige et filières « poubelles ».

Avec toutes ces données, les universités pourront choisir d'accepter les étudiants ou non. Officiellement,

les universités ne pourront pas refuser d'étudiants, « sauf s'il n'y a pas assez de place dans la filière » ... quand toutes les filières sont sous tension, cela veut tout simplement dire que la sélection sera effective partout. Les universités pourront donc répondre « non » ou « oui si », c'est à dire imposer aux élèves des conditions d'accès, c'est à dire des prérequis. Cela se matérialisera, selon les filières, en stages d'été, des modules supplémentaires, voir une année complète de « mise à niveau ». Une barrière de plus pour plein d'étudiants, et un moyen de spécialiser les lycéens dès la première. En d'autres termes, c'est la fin du BAC comme diplôme d'accès à l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, l'étudiant aura toujours au dessus de sa tête le couperet de la sélection, même après son entrée à la fac : le gouvernement veut instaurer un « contrat de réussite pédagogique » entre les élèves et les professeurs. Derrière ce terme flou, le gouvernement cache ses réelles intentions, c'est à dire maintenir une pression continue sur les étudiants : avoir la moyenne à ses partiels ne suffira plus. D'autant plus qu'il souhaite aussi « garantir » les droits sociaux sur ce contrat. Une mauvaise note, de mauvais partiels, et les bourses étudiantes pourront sauter !

Si la proposition de loi définitive sera présentée le 22 novembre, les annonces d'aujourd'hui présentent de l'université de demain, basée sur la concurrence, la sélection systématiques, et ajustée sur les besoins du patronat.

Arthur (comité Paris 1)

Réformes du code du travail : Une attaque sans précédents contre les ouvriers



Plus de précarité pour les femmes travailleuses

La précarité a le visage des femmes : en France, la différence de rémunération entre les femmes et les hommes est en moyenne de 25%. Quand il s'agit des retraites (car les carrières des femmes sont plus souvent plafonnées, bloquées...), les femmes perçoivent une pension presque deux fois plus faible que celle des hommes. De plus, le taux de féminisation des emplois à temps partiel dépasse 82%.

Dans ce contexte, la Loi Travail XXL va accentuer la précarité de tous les travailleurs, et les femmes, partie du salariat des plus précarisée, en seront les premières victimes. Certaines mesures comme la fin de l'obligation de motiver le licenciement pourront engendrer une facilité accrue pour licencier une femme de manière abusive et discriminatoire, comme dans un cas de grossesse ou de contrainte familiales fortes. Les indemnités prud'homales que doit verser l'employeur seront plafonnées. Un plafonnement très faible, largement à l'avantage du patron qui pourra licencier sans être inquiété financièrement. Macron prévoit cependant que le plafonnement des indemnités prud'homales ne s'applique pas en cas de discrimination. Mais

ce dernier semble avoir "oublié" plusieurs cas de discrimination. Si l'on est licencié en cas de manque de disponibilité en raison de notre situation familiale, ce qui est bien souvent le cas pour les femmes, le plafonnement s'appliquera.

Le CHSCT, qui était compétent pour traiter des questions relatives aux violences envers les femmes, mais aussi au droit à la santé tant physique que mentale, à la prévention de l'épuisement professionnel, etc, va disparaître. Cette disparition est une mauvaise nouvelle pour le rapport de force entre salariés et employeurs : cette instance avait jusqu'à présent la personnalité morale et juridique permettant de poursuivre en justice l'employeur. C'est une attaque aux droits des travailleurs à s'organiser face à leur patron. Les ordonnances mettent un frein supplémentaire à la capacité des femmes à s'organiser pour défendre leurs droits, en tentant de réduire la portée du syndicalisme, dans un contexte où la syndicalisation des femmes est déjà inférieure à celle des hommes, et ce pour des facteurs tels que la crainte de représailles des employeurs ou encore le manque de temps en

raisons des responsabilités familiales.

L'inversion de la hiérarchie des normes renvoie à l'entreprise la définition de nombreux droits, et notamment les droits familiaux. Parmi eux, les congés enfants malades pris en immense majorité par les femmes, l'allongement du congé maternité et le maintien de la rémunération à 100%, l'allègement du temps de travail des femmes enceintes... Ce renvoi de toutes ces compétences à la négociation d'entreprise va permettre de morceler les conditions de travail et les tirer à la baisse : si un patron est déterminé à réduire au maximum les congés maternité dans des secteurs peu combatifs où le syndicalisme est faible, comme dans la grande distribution par exemple, ce sera très facile pour lui. On peut également noter un recul de l'encadrement du travail à temps partiel. A travers les ordonnances, le gouvernement affaiblit également les outils de l'égalité professionnelle en entreprise, à travers notamment la suppression du caractère obligatoire des négociations annuelles amène la suppression de la négociation portant sur « l'égalité professionnelle et la qualité de



IMAGINONS LA TRAJECTOIRE D'UN EMPLOYÉ APRÈS LES ORDONNANCES MACRON

Bande Dessinée par Nia Loup

FRONT SOCIAL 2019

LOI TRAVAIL XXL
CDD de 5 ans

DOMINIQUE 28 ANS EST HEUREUX IL VIENT DE DÉCROCHER UN CDD DE 5 ANS DANS LA FABRICATION DE PIÈCES AUTOS.

IL ENVISAGE D'ACHETER UNE MAISON

SEULEMENT 5 ANS ! NOUS NE POUVONS PAS VOUS FAIRE UN PRÊT.

2 ANS PLUS TARD... LE PATRON PROPOSE A DOMINIQUE UN "CDI D'OPÉRATION".

LOI TRAVAIL XXL
CDI d'OPÉRATION une fois le travail fini le CDI s'arrête de plein droit

GRÂCE AUX ACCORDS RÉCEMMENT ADOPTÉS DANS LA BRANCHE MÉTALLURGIQUE...

...MEILLEURE RÉMUNÉRATION, PRIMES DE VACANCES, 13 ÈME MOIS.

...DOMINIQUE ACCEPTE !

MAIS... LA CONCURRENCE EST DURE, IL FAUT RÉDUIRE LES COÛTS.

NOUS DEVONS SUPPRIMER LE 13 ÈME MOIS ET LA PRIME.

LOI TRAVAIL XXL
Les négociations d'entreprises priment sur les accords de branches

MAI... LA CONCURRENCE EST DURE, IL FAUT RÉDUIRE LES COÛTS.

MAI... LA CONCURRENCE EST DURE, IL FAUT RÉDUIRE LES COÛTS.

LE DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL PHILIPPE NOUS A DE NOUVEAU RÉUNIS.

POUR SAUVER NOS EMPLOIS, NOUS DEVONS ALIGNER TOUS LES SALAIRES SUR LE SMIC, TRAVAILLER EN HORAIRES DÉCALÉS.

AUJOURD'HUI, PHILIPPE LE DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL NÉGOCIE POUR NOUS.

LOI TRAVAIL XXL
une entreprise de moins de 50 salariés n'a plus besoin de syndicat

DOMINIQUE RESTE OPTIMISTE, IL A ENCORE SON BOULOT.

MAI... LA CONCURRENCE EST DURE, IL FAUT RÉDUIRE LES COÛTS.

LE LENDemain DANS LES VESTIAIRES...

IL NA PAS LE DROIT DE METTRE FIN A MON CONTRAT !!! J'AI ENCORE UN ROBOT A METTRE EN PLACE.

PARAIT QU'IL VEUT EMBAUCHER SON NEVEU A TA PLACE.

DOMINIQUE EN A ASSEZ. IL DECIDE DE SAISIR LES PRUD'HOMMES.

VERDICT...

VOTRE LICENCIEMENT EST BIEN IRRÉGULIER. VOUS TOUCHEREZ 3 MOIS DE SALAIRE EN COMPENSATION.

SEULEMENT 3 MAIS JE N'AI PLUS RIEN !!!

LOI TRAVAIL XXL
les indemnités ne peuvent dépasser 3 mois de salaires, avec 2 ans d'ancienneté.

vie au travail », qui obligeait notamment les employeurs à fournir des données aux salariés sur les inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes. Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) pourraient être remplacées par des négociations tous les 3 ou 4 ans.

Que l'on pense à la suppression des contrats aidés, aux attaques visant les fonctionnaires, ou encore à l'austérité dans les services publics, la politique de Macron ne se limite pas aux ordonnances. Pour nous préparer à cinq ans d'attaques et cinq ans de lutte de classe, de nombreuses échéances dans la rue nous permettront

de montrer une opposition massive à Macron et à son programme de « Robin des bois inversé », où il prend aux plus pauvres pour donner aux plus riches.

Cléo (comité ville jeunes Toulouse)



FACE À L'OFFENSIVE PATRONALE, COMMENT BATTRE MACRON ?

APRÈS DEUX MOIS DE LUTTE CONTRE MACRON, LA NÉCESSITÉ D'UN PLAN DE BATAILLE POUR GAGNER

Pour battre Macron et le MEDEF, il faudra tout bloquer !

Macron qui avait voulu se faire élire comme un président ni de gauche, ni de droite est aujourd'hui reconnu aux yeux de tous comme le président des riches. Les illusions qui pouvaient exister chez un certain nombre de jeunes et de salariés sont aujourd'hui tombées. Le cortège de mesures antisociales et le mépris de classe exprimé par le gouvernement (sur les fainéants et les salariés en lutte qui foutent le « bordel » ...) ont suscité la colère. Cette colère s'est déjà exprimée à plusieurs reprises depuis l'élection de Macron: à la Réunion ou en Guadeloupe contre la suppression des contrats aidés, dans l'éducation avec des dizaines de bahuts en grève contre le manque de moyens, par la force des journées de grève, comme celle du 12 septembre contre les ordonnances ou la grève du 10 octobre dans la fonction publique.

Un gouvernement anti-jeune

La jeunesse a tout à perdre dans le monde que leur prépare Macron et la classe dirigeante. Un avenir de précarité où les salariés seront corvéables à merci pour répondre aux besoins des capitalistes. Suite à la Seconde guerre mondiale, la bourgeoisie avait, dans une certaine mesure, démocratisé l'accès à l'Enseignement supérieur, pour répondre à un besoin de main d'œuvre qualifiée. Aujourd'hui, la classe dirigeante cherche à faire machine arrière. Elle veut faire des économies sur les formations qui ne leur sont pas rentables, qui face au chômage de masse, ne trouve pas de débouchés. Et de l'autre, mettre en place des formations taillées sur mesure pour leurs besoins. Macron veut donc rétablir la sélection à l'entrée de l'université. Ce sont les jeunes issus des classes populaires qui seront les premières victimes de cette sélection. Les filles et fils d'ouvriers n'auront comme seule avenir que le chômage, la précarité et les bas salaires. Ne pas laisser passer ces attaques est un enjeu déterminant pour l'avenir des jeunes.

Les victoires de la jeunesse

Depuis la loi Faure adoptée en 1968, la sélection est interdite à l'entrée de l'université. En 1986, la loi

Devaquet avait cherché à remettre en cause ce principe. Elle avait dû affronter une mobilisation d'ampleur de la jeunesse qui avait contraint le gouvernement de l'époque à retirer sa loi. Depuis aucun gouvernement n'a osé remettre la sélection à l'ordre du jour. Et ils avaient bien raison...

En 2006, contre le Contrat première embauche (CPE) c'est presque l'ensemble des universités qui étaient en grève. Les cours ne se tenaient plus, ce qui laissait le temps et la possibilité à une majorité d'étudiants de construire la mobilisation, de se réunir dans des assemblées générales massives et de manifester. Le gouvernement a reculé lorsque la CGT, après un travail de jonction avec les travailleurs de la part des étudiants, à commencer à se joindre aux dates appelées par les universités en grève. Ces victoires sont aujourd'hui d'actualité, parce qu'elle nous montre la voie à suivre pour pouvoir gagner dans nos universités: celle de la grève massive de nos centres d'études.

Un vrai plan de bataille : la grève reconductible et interprofessionnelle

Aujourd'hui, la stratégie proposée par les directions syndicales nous mènent vers la défaite : en appelant à des journées de grève « saute-mouton » (12 septembre, 21 septembre, 10 octobre, 19 octobre) et en créant la division en mobilisant chaque secteur à des dates différentes (public, privé, retraités, chômeurs ...). Si au lieu de faire 4 journées de grève en 2 mois, nous avons fait 4 jours de grève reconductible, si au lieu de diviser les mobilisations entre les différents secteurs de salariés, nous avons regrouper les combats... Nous aurions été en capacité de donner confiance à d'autres salariés de rejoindre la lutte et en capacité de bloquer le pays. Nous savons que ce qui a manqué dans la lutte contre la loi El Khomri en 2016, c'est que les secteurs y aillent ensemble au même moment. C'est par une grève reconductible et interprofessionnelle, par le blocage total de l'économie, en s'attaquant au portefeuille des patrons, qu'on pourra les faire céder.

Bien sûr, il ne suffit pas de décréter une grève générale. Par contre, pour

gagner, notre objectif doit être de la construire. Cela passe par lier toutes les revendications de notre classe: si Macron s'attaque à tous les secteurs, on se doit de riposter tous ensemble. Pour empêcher la mise en place de la sélection, la suppression des contrats aidés, les suppressions de postes dans la fonction publique, la réforme du statut des cheminots, nous avons besoin d'y aller tous ensemble. Chaque secteur, pour gagner sur ses propres revendications, a besoin de lutter avec les autres pour inverser le rapport de forces vis-à-vis de nos adversaires communs.

Nous pouvons gagner

L'arrogance de Macron et la détermination avec laquelle il applique son programme ne doit pas nous décourager sur les possibilités de lui infliger une défaite. Rappelons-le, aux législatives, Macron a gagné sa « légitimité » parlementaire par un taux d'abstention de plus de 50%, un record dans la V^e République. Les sondages confirment ce qu'on constate autour de nous, nous sommes une majorité à rejeter ces ordonnances et son programme. D'ailleurs, face à la grogne qui s'accroît, le gouvernement a fait le choix de déroger les ordonnances pour des secteurs clefs de l'économie : les routiers et les dockers. Ces deux secteurs sont des piliers de l'économie et ont un rôle important dans le rapport de force. Ainsi, pour retarder une éventuelle riposte Macron a accepté leurs revendications corporatistes. De même, la ministre de l'Enseignement supérieur fait mine d'avoir reculé sur la sélection. Ce beau coup de com' tente de calmer la potentielle réponse de la jeunesse. Ne soyons pas dupe, il s'agit bien d'une sélection qui se met en place. A quelques mois de son élection, ne sous-estimons pas notre possibilité de faire reculer le gouvernement En Marche. Ce gouvernement impopulaire craint une mobilisation des jeunes et des salariés. Nous sommes une majorité à vouloir le retrait de ses mesures, soyons majoritairement dans la rue et en grève pour que ça s'applique!

Exiger le droit de faire grève

Lors des précédentes mobilisations de la jeunesse, de nombreux lycéens et étudiants se sont vu sanctionner pour avoir osé se mettre en grève : exclusion du lycée, suppression de la bourse universitaire... Nous devons réaffirmer que la grève est un droit. Nous devons exiger des

administrations de banaliser les cours les jours de mobilisation, de ne pas supprimer la bourse des étudiants grévistes, de pouvoir se réunir en assemblées générales sur les facs et les lycées en mettant à disposition des salles.

Les lycéens et les étudiants n'ont pas la capacité de bloquer l'économie. Néanmoins, la mobilisation de la jeunesse redonne souvent confiance à l'ensemble des salariés, les incitant eux aussi à entrer dans la lutte. L'union de l'énergie de la jeunesse et de la colère des salariés, voilà ce qui a toujours effrayé les puissants.

En grève le 16 novembre, le 17 on continue et le 18 on marche vers l'Elysée !

Voilà pourquoi, dans une situation où toutes les conditions pour qu'une mobilisation générale contre le gouvernement voient le jour, l'entrée dans la danse de la mobilisation de la jeunesse pourrait jouer un rôle déterminant. C'est ce que nous devons préparer dès la rentrée des vacances de la Toussaint. Les organisations syndicales appellent au 16 novembre. Nous devons faire en sorte que cette date ne soit pas un baroud d'honneur, mais bien le début d'un mouvement de grève massif dans les facs, les lycées et les centres de travail.

Le 16, nous devons convaincre de la grève, pousser à ce que les cours se vident et que tous les étudiants aillent en AG et en manifestation. Là où c'est possible, il faut dès maintenant convaincre que la grève doit continuer le lendemain. Face à la hauteur des attaques, il faut libérer du temps non seulement pour se rendre à la manifestation, mais aussi pour construire la riposte : aller voir les autres étudiants pour expliquer les attaques qui viennent, soutenir des travailleurs en grève, organiser des actions pour exiger le droit de faire grève, etc... C'est pour cela que le 17 novembre, il faut que les grévistes de la vieille continue à militer là où ils sont pour convaincre de la nécessité de riposter.

Pour que la mobilisation ne s'arrête pas le 16, le Front Social appelle d'ores et déjà à marcher le 18 novembre en direction de l'Elysée, la veille de la ratification des ordonnances. Soyons tous à Paris ce jour-là, pour regrouper les forces de tous ceux et celles qui veulent non seulement résister mais aussi construire un vrai plan de bataille pour gagner !

Victor (Nanterre)

LA GRÈVE GÉNÉRALE : POURQUOI, COMMENT ?

C'est le cauchemar du patronat et de tous les gouvernements depuis de nombreuses années : la possibilité de voir un mouvement généralisé du monde ouvrier et de la jeunesse paralyser la France. Depuis les grandes grèves de 1936 puis 1968, de nombreux mouvements ont pu faire reculer, parfois partiellement, les gouvernements face à un « tous ensemble » qu'elles craignent plus que tout. 1986, 1995, 2010, 2016 : autant de mouvements lors desquels la question de la convergence des secteurs en lutte et la généralisation de la grève ont mis à la défensive les gouvernements. La rentrée 2017 n'échappe pas à la règle, avec une détestation de Macron et des réformes d'une ampleur historique, qui posent la question de savoir comment développer un rapport de force tel que le gouvernement sera obligé de reculer face à la mobilisation.

Une rentrée sous le signe de la division des forces de la classe ouvrière

Dès l'annonce du contenu exact des ordonnances fin août, une question s'est posée pour tous ceux qui étaient convaincu que laisser passer la loi travail XXL, c'était assassiner le Code du travail : comment mettre en place un plan de bataille contre le Medef et son gouvernement ? La rentrée sociale, qui se voulait explosive tant du fait de l'ampleur des attaques que du faible soutien de Macron dans la population, s'est fait sous le signe de la division : les partis comme La France Insoumise n'ont pas voulu préparer de dates de grève en collaboration avec les syndicats de salariés comme la CGT, et chacune

des parties a appelé à ses propres dates de mobilisation (le 23 pour la FI, le 12 et le 21 pour la CGT). Depuis

lors, les journées de mobilisations dans des secteurs isolés se multiplient : d'abord les routiers, puis les retraités, les fonctionnaires, et peut-être les raffineurs qui menacent de faire grève. Après la division entre politique et syndicats, c'est la division en divisions sectorielle qui empêche la colère de se cristalliser dans un mouvement plus profond et dirigé contre un seul et même ennemi : un gouvernement au service du patronat.

Face aux attaques du Medef, la grève reconductible comme moyen pour tendre le rapport de force

Face à ces divisions, de nombreux syndicalistes ont pris la parole pour dénoncer la politique de fragmentation des luttes menées par les directions syndicales, que ce soit Martinez ou ceux comme Mailly (FO) et Berge (CFDT) qui ont pu appeler à certaines dates partielles, comme les fonctionnaires, sans mobiliser. Dans une guerre contre un gouvernement qui veut précariser les conditions de travail comme jamais, Martinez (comme Mélenchon), envoi un à un chaque bataillon d'ouvriers contre un patronat qui ne veut pas amender une ligne de sa loi ; évidemment, un à un, les différents secteurs s'épuisent sans rien changer sur le niveau global.

Pendant, dans le cas des routiers et des dockers, la menace d'une grève reconductible a fait reculer le gouvernement, qui a sanctuarisé leurs conventions collectives pour éviter que ces secteurs entament une grève. Pourquoi ? La lutte contre la loi El Khomri avait montré la puissance que peuvent avoir les ouvriers quand ils commencent à bloquer l'économie : plutôt que Nuit Debout, c'étaient surtout les raffineurs, qui ont presque mis à sec le pays, et les dockers du Havre, qui ont empêché les marchandises de rentrer dans le pays, qui ont fait peur à Hollande. En 2016 déjà, le mouvement ne s'était pas généralisé au point de bloquer le pays. Mais les grèves des dockers et des raffineurs étaient piliers sur lesquels une telle grève générale aurait pu se construire. C'est pour cela qu'aujourd'hui, le gouvernement préfère donner quelques miettes à ces secteurs plutôt que de commencer un bras de fer.

De la grève reconductible à la grève générale

Car si le patronat n'a que faire d'une journée de grève, qu'il peut vite rattraper, la grève reconductible est beaucoup plus problématique et fait perdre beaucoup d'argent, autant de sous qui n'iront pas dans les poches des actionnaires. Seule les grèves reconductibles permettent de faire croître un rapport de force où la question que se posent les capitalistes devient « que suis-je prêt à perdre ? ». Dans des grèves reconductibles de grande ampleur, ces pertes se chiffrent en milliards : pendant mai-juin 2016, la SNCF a perdu 200 millions d'euros pour ne rien céder aux cheminots.

Face à cela, la grève générale apparaît comme un saut qualitatif et quantitatif dans le rapport de force avec le gouvernement c'est n'est plus une usine qui est bloquée, ce n'est plus les ouvriers contre leur patron,



c'est toute la classe ouvrière qui lutte contre le patronat et ses alliés, dont le premier est l'État, qui n'hésite pas dans ces temps là à réprimer et matraquer tout les secteurs à la pointe. En 1968, ce sont dix millions de grévistes qui ont arrêté la chaîne pendant près de trois semaines et ont réclamé un autre mode de vie et de production, pour sortir de l'exploitation de l'usine. A ce moment là, la classe ouvrière et la jeunesse étaient à deux doigts de « monter à l'assaut du ciel », au moment où le Général de Gaulle est parti trois jours laissant la France sans gouvernement pour défendre le patronat. Dans la bataille contre le patronat, au plus fort de la grève générale, c'est la question du pouvoir qui était posée : les ouvriers allaient-ils garder De Gaulle comme président, ou imposer leur propre pouvoir ? Si en juin 1968, le patronat a réussi à reprendre la main sur la situation, en collaborant avec la CGT et le PCF pour imposer les accords de Grenelle, qui ont enterré mai 68 dans de ridicules avancées qui n'ont guère duré, le projet macronien actualise la question pour les travailleurs de savoir jusqu'à quel

point le gouvernement pourra casser les conditions de vie et de travail des ouvriers.

Grève générale, auto-organisation et directions

Face à la grève générale, de nombreux obstacles se dressent, au premier desquels la stratégie des directions syndicales, qui divisent et empêchent tout mouvement de reconductible. En 1968, c'est l'absence d'outils d'auto-organisation des salariés qui a permis à la CGT de collaborer avec le gouvernement et signer ses accords scélérats, de faire rentrer les ouvriers dans les usines, et de laisser les CRS réprimer les ouvriers qui ne voulaient au point de tuer trois ouvriers de l'auto à Flins et Sochaux. C'est pourquoi, tout en développant le front unique le plus large pour permettre l'unification des rangs de notre classe pour imposer le retrait de la loi Travail, il est indispensable

de chercher à développer des cadres de démocratie directe et d'auto-organisation, qui sont les seuls à même de rendre possible le dépassement de la stratégie réformiste des directions syndicales, y compris celles qui se prononcent pour le retrait des ordonnances. Soumettre les syndicats aux décisions de ces cadres démocratiques sera par ailleurs la seule façon d'imposer de méthodes à même de représenter les volontés réelles de

tous les salariés grévistes. Seule une stratégie alliant la perspective de la grève générale politique de masse, et la mise en place de cadres d'auto-organisation interprofessionnels larges pouvant déborder les directions syndicales traditionnelles, peut ainsi donner au mouvement les moyens de mettre réellement en danger le pouvoir des capitalistes et ouvrir la perspective d'une victoire. Pour cela, l'intervention consciente des révolutionnaires, et l'existence préalable d'un parti regroupant des cadres étudiants et ouvriers pouvant influencer le mouvement en ce sens dans les moments décisifs, est cruciale.

Arthur (comité Paris 1)



DU PRINTEMPS 2006 CONTRE LE CPE

Le 16 et le 23 janvier 2006, Dominique de Villepin alors premier ministre de Jacques Chirac annonçait et accélérât la procédure d'adoption du Contrat Première Embauche (CPE), article 8 de la loi « pour l'égalité des chances ». La contestation immédiatement suscitée par ces annonces se cristallise autour du CPE, réservé aux moins de 26 ans, qui prévoyait d'étendre la période d'essai préalable aux CDI à deux ans durant lesquels le patron aurait pu licencier sans motif. Néanmoins la contestation s'étend à l'ensemble de la « loi pour l'égalité des chances » dans laquelle le CPE s'inscrit et qui prévoyait en outre l'apprentissage dès 14 ans, la suppression des allocations familiales en cas d'absences répétées aux cours (dit « Contrat de responsabilité parentale ») et le travail de nuit dès 15 ans. La contestation, essentiellement étudiante et lycéenne mais également soutenue par les syndicats et partis politiques de l'opposition, embrase les milieux scolaires puis les entreprises privées et publiques durant les mois de février, mars et avril de l'année 2006. Le 10 avril, Villepin recule face à la force et à la détermination de la jeunesse et des travailleurs mobilisés. Dans ce contexte de lutte désordonnée contre les attaques de Marcon et de son gouvernement que d'immenses masses de travailleurs et de jeunes¹ aimeraient voir prendre le chemin du CPE, *L'Étincelle Anticapitaliste* propose de revenir sur cette mobilisation victorieuse pour essayer d'en comprendre les leçons.

Un début de mobilisation au niveau de ceux du printemps 2016 et de cette rentrée 2017

Dès la fin janvier, des collectifs anti-CPE se mettent en place et la contestation s'amorce. Elle prend racine le 7 février, jour de la première manifestation unitaire qui réunit près de 400 000 personnes. Dès les premières heures du mouvement, la mobilisation se dote de collectifs qui progressivement s'auto-organisent comme les rouages et les pilotes de la contestation et jouent un rôle déterminant dans la victoire. Le 18 février, les étudiants mobilisés de l'université de Rennes II lancent l'initiative d'une coordination nationale étudiante (CNE), organe temporaire dont le but était de doter la mobilisation de ses propres mots d'ordres et objectifs, sans en passer par la médiation des organisations permanentes, syndicats et partis politiques. La mobilisation s'ancre définitivement le 7 mars, soit un mois plus tard, lors de la nouvelle journée de grèves et de manifestations

appelée à l'unisson par les syndicats étudiants et de travailleurs, ainsi que par la CNE réunie à l'université de Rennes II. Cette manifestation est un succès, le nombre de manifestants passe du simple au double pour atteindre pratiquement 1 000 000 dans tout le pays. 39 universités et des dizaines de lycées sont en grèves avec pour la plupart la mise en place de piquets. Dans les semaines qui suivent, les piquets de grève sont maintenus dans nombre d'universités et 84 ont rejoint le mouvement. Les 14, 16, 18, 21, 23 et 28 mars sont organisés des manifestations monstres, notamment le 28 qui voit se réunir, dans le cadre d'une grève interprofessionnelle et scolaire, près de 3 000 000 de personnes. Le 31 mars, le gouvernement, malgré l'adoption de la loi au parlement, vacille et appelle à l'ouverture de négociations qui seront largement boycottées par les syndicats.

La mobilisation au contraire ne faiblit pas, le front syndical ne se morcelle pas et la jeunesse scolarisée continue de mener son mouvement grâce notamment au dynamisme extraordinaire de ses coordinations nationales étudiantes et lycéennes. Les piquets de grèves sur les lieux d'études s'accompagnent alors d'occupations et de formes d'action radicales et innovantes en lien avec les salariés, comme les blocages d'autoroutes ou de gares SNCF, où encore des manifestations sauvages regroupant des milliers de jeunes jouant au chat et à la souris avec la police, y compris avec affrontements défensifs ou offensifs avec les forces de l'ordre, d'autant plus porteuses de sens que celles-ci ne se découpaient alors pas du mouvement de masse, la plupart du temps impulsées par les cadres d'auto-organisation. Le 4 avril, une nouvelle grève interprofessionnelle et scolaire permet de réunir encore 3 000 000 de personnes, tandis que le mouvement affecte désormais fortement les transports, les établissements scolaires du primaire et du secondaire. Deux jours plus tard la grève est reconduite, et de très nombreuses actions de blocages sont mises en place par la jeunesse mobilisée.

Le 10 avril sonne le glas du CPE, article 8 de la loi pour l'égalité des chances dont le reste sera conservé. Cette annonce conduit de nombreuses assemblées générales à voter la fin de la grève. Néanmoins le mouvement se poursuit, notamment sous la direction de la CNE qui se réunit encore à trois reprises dont la dernière a lieu à Toulouse les 6 et 7 mai 2006 et dont les mots d'ordre exigent, en outre, le retrait de la

totalité de la loi « pour l'égalité des chances ».

Les coordinations nationales étudiantes et lycéennes, outils centraux pour la victoire

De tous les facteurs qui ont permis à cette mobilisation du printemps 2006 d'obtenir une franche et nette victoire sur le gouvernement Villepin, les coordinations nationales mises en place par les étudiants et les lycéens font assurément partie des plus déterminants. Dès le 18 février, les étudiants de Rennes II appellent à la constitution de cet organe d'auto-organisation du mouvement étudiant. La CNE se réunira, de février à mai, onze fois, dont deux en amont de la date déterminante du 7 mars, et 3 après l'abrogation du CPE. La sixième rencontre de la CNE qui a lieu à Aix voit la déclinaison de sa plate-forme en une plate-forme étudiante d'un côté et lycéenne de l'autre, accordant une autonomie propre au mouvement lycéen, mobilisé en son propre nom et formulant spécifiquement ses revendications. Il nous faut encourager et construire partout des cadres d'auto-organisation de nos mouvements parce que ces cadres permettent de doter le mouvement de revendications qui lui sont propres et de lui donner une direction qui soit la plus juste possible en tant précisément qu'ils émanent de son sein. Une coordination puissante exerce une grande pression à l'unité du front syndical et politique, donnée essentielle pour obtenir la victoire. De plus une CNE, composée de délégués élus dans les assemblées générales locales et révocables (représentant jusqu'à 69 établissements supérieurs et 45 lycées en avril 2006), diminue considérablement les risques de récupération et de manoeuvres politiques au sein même du mouvement. Enfin, elle permet de maintenir les revendications dans la temporalité du mouvement lui-même et de refuser fermement tout report ou temporisation visant à inverser le rapport de force, au contraire des directions traditionnelles réformistes qui y cèdent sans cesse, à l'image des syndicales en 2010. Les coordinations nationales, et plus largement les cadres d'auto-organisation, sont les cadres qui permettent au mouvement de se doter d'une voix politique propre et de se soustraire à l'opportunisme politique des appareils bureaucratiques.

La CNE a notamment permis au mouvement contre le CPE de résister un mois, entre le 7 février et le 7 mars, sans appel unitaire à la grève en maintenant le cap de la grève et des revendications tout en renforçant

progressivement le mouvement. C'est de ce cadre que nous aurions besoin pour faire face à la désorganisation volontaire du mouvement qui actuellement peine à trouver la marche à suivre pour se prolonger et se renforcer. Il nous faudrait réactiver dès que cela est possible les acquis formidables de cette période en matière d'auto-organisation qui ont atteint au travers des CNE/CNL, un niveau d'avancement pratiquement inégalé dans l'histoire du mouvement étudiant, afin de fixer une stratégie crédible pour obtenir la victoire.

Les revendications et les appels des coordinations : une force tactique et politique concrète

Massification et coordination auto-organisées ont été les deux piliers de l'efficacité spectaculaire du mouvement contre le CPE. Or l'un et l'autre ne peuvent aller séparément. Les mouvements de masses sans force d'autonomie sont réduits à être le jouet des directions syndicales, promptes à la négociation et à la trahison. Mais l'auto-organisation sans massification ou sans effort de massification du mouvement vire à l'auto-proclamation et se bureaucratise. C'est le double écueil que le mouvement scolaire de 2006 a réussi à éviter. Les coordinations sont parvenues efficacement à donner au mouvement étudiant une boussole stratégique en appelant notamment à la grève les jours de manifestations et, au travers des appels de Toulouse et de Jussieu (Paris), à la grève reconductible à partir du 7 mars, nouvelle date unitaire posée par l'intersyndicale faisant de cette date le tournant stratégique majeur du mouvement. Ces mots d'ordre ont permis au mouvement de s'orienter et de se donner des objectifs clairs : tenir jusqu'à ce que le mouvement soit rejoint par les travailleurs appelés inlassablement à la grève générale par les coordinations de Rennes, Toulouse, Jussieu, Poitiers, Dijon, Aix-en-Provence, Lille et Lyon. Seule la clarté et la volonté ferme de construire la grève reconductible et non pas seulement interprofessionnelle peuvent nous permettre de sortir du marasme des mouvements qui n'en ont pas fini de commencer. Nous devons exiger, grâce à nos forces auto-organisées émanant de nos assemblées générales, que les négociations soient boycottées par les directions de nos syndicats et la grève reconduite dans l'unité.

Abel (comité Paris 1)

1. Sondage de Harris Interactive du 1er septembre 2017 selon lequel 58% des Français opposés aux ordonnances

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

#BalanceTonPorc et #MeToo au 25 novembre, après avoir libéré la parole, prenons la rue !



À un mois de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, les messages, eux aussi internationaux, de femmes racontant autour des hashtags #balancetonporc, #metoo et #moiaussi, les injures, harcèlements, agressions, viols qu'elles ont subies inondent la toile. On estime à près de 200 le nombre de femmes qui se font violer chaque jour, en France. Si l'on se rapporte au nombre de tentatives de viol et d'agressions sexuelles, le chiffre atteint des sommets. Plus de 220 000 faits de ce type sont enregistrés chaque année, ce qui est bien en-deçà de la réalité puisque le nombre de plaintes déposées est nettement inférieur au nombre de crimes commis. Tous les trois jours une femme est tuée par son compagnon. Et si ces chiffres sont ceux de la France, doit-on encore rappeler que ces agressions ont lieu quotidiennement dans le monde entier ?

Derrière le phénomène #metoo, l'irruption des violences faites aux femmes dans l'espace public.

Depuis trois semaines, des témoignages mettent des images, glaçantes, sur ces statistiques abstraites. Les femmes brisent massivement le silence qui entouraient ces violences, qui entouraient ce que c'est finalement qu'être femme. Des violences de toutes sortes : sexuelles, physiques, psychologiques ; de tout degré y sont dénoncées. De la voix individuelle de chacune naît l'écho collectif de la désastreuse universalité de ces violences, qui n'ont rien d'anecdotique tant de toutes parts elles structurent la vie des femmes.

Se construire en tant que femmes, c'est être constamment exposée à ces multiples formes de violences. Plus insidieusement, c'est se développer autour de normes, d'injonctions à la docilité, c'est devoir se soumettre à une discipline de bon comportement. C'est se voir confisquer son corps pour le voir projeté comme objet de consommation et appât à la consommation, sans avoir même toujours le droit d'en prendre possession (IVG). C'est être doublement exploitée de par le travail, où les femmes sont les plus précarisées, et un travail domestique invisibilisé. Et c'est un jugement constant qui s'abat sur les femmes lorsqu'elles ne respectent pas ce code disciplinaire hétéro-normé (femme élevant seule leurs enfants, rapport à la sexualité...). Les femmes sont deux fois plus exposées que les hommes à la dépression.

Ces milliers de témoignages révèlent au grand jour le caractère profondément structurel de l'oppression féminine. Ils dénoncent l'omniprésence des violences sexistes : dans les espaces publics, au sein du foyer, dans les transports, au travail, sur internet, dans les institutions, à l'école... Et ces

violences, protéiformes, ne sont en rien l'apanage des personnes issues des classes populaires mais elles traversent toutes les classes, sous différentes formes en tant que les espaces et moyens de domination ne sont pas les mêmes. Ce phénomène a d'ailleurs pris naissance juste après l'affaire Weinstein, producteur de cinéma à Hollywood qui a harcelé, agressé sexuellement, et violé des actrices tout au long de sa carrière, en restant jusque là protégé par sa situation de pouvoir.

Contre le harcèlement, renforcer les pouvoirs de la police ?

Aujourd'hui, face à la gravité et à l'étendue de ces violences, la réponse du gouvernement passe majoritairement par la promesse d'un système punitif et répressif renforcé. L'oppression des femmes sert de prétexte à l'État pour légitimer le renforcement de son bras armé. Le gouvernement tente de focaliser l'attention sur le harcèlement de rue, qui bien que réel n'est que le sommet de l'iceberg des violences faites aux femmes –sommet visible qui par ailleurs est bien utile puisqu'il permet d'occulter le caractère structurel des violences faites aux femmes, et notamment par les hommes des classe dominante. On voudrait faire de la police, qui elle-même est vectrice d'oppression sexiste tant au niveau des agressions commises -en toute impunité- que de la manière dont les victimes sont traitées, le seul rempart face aux violences, et de la justice patriarcale le seul arbitre, qui est pourtant loin d'être impartial.

C'est pourquoi la secrétaire d'Etat en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa a précisé qu'un groupe de travail de 5 députés aura « pour mission de fabriquer la définition du harcèlement de rue ou de l'outrage sexiste ». « L'idée, c'est qu'on soit sur du flagrant délit », confirme la secrétaire d'Etat. Ainsi, « les policiers et les policières verraient le harcèlement de rue et interviendraient en flagrant délit en mettant une amende. » En parallèle, une concertation a été lancée auprès des acteurs du secteur (policiers, magistrats ...), tout en proposant aux « citoyens » à contribuer au futur projet de loi.

En somme, en sus de l'état d'urgence intégré dans le droit commun, le gouvernement propose de nouveaux pouvoirs de répressions pour les forces de polices. Ces policiers pourraient donc verbaliser un éventuel harceleur de rue. On s'imagine de prime abord que les jeunes des quartiers qu'il réprime quotidiennement seraient les premiers visés. C'est d'ailleurs ce qu'a souligné Eric Fassin, professeur de sciences politique et spécialiste des discriminations dans une tribune parue sur Libération, qui explique que cette nouvelle infraction va être utilisée contre « les jeunes

hommes des classes populaires et racisées [victimes de racisme, qui] subissent déjà, plus que d'autres, le contrôle policier et les violences des forces de l'ordre ». Mais quid des Harvey Weinstein, des DSK, des Jean Lassalle et des patrons qui profitent de leur position de domination économique pour harceler sexuellement voir violer leurs employées ? La police va-t-elle intervenir pour un « flagrant délit » dans l'hémicycle ou dans les grands hôtels de luxe ? Evidemment que non.

Contre les réponses individualisantes, une lutte collective contre le patriarcat.

Ainsi, la première chose à affirmer, c'est que ce ne peut être cette police sexiste qui attouche sexuellement, et viole qui peut nous protéger contre les violences faites aux femmes. Il n'est pas question de mieux « éduquer » la police, car il ne s'agit pas que d'un problème individuel mais bien

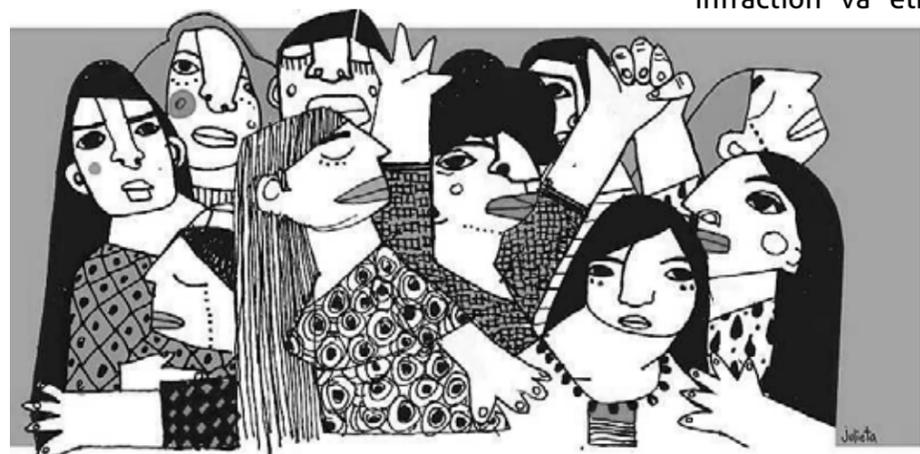
du fait que le renforcement d'un système punitif n'est en rien une solution pour empêcher que ces violences soient commises. C'est faire d'un problème profondément structurel, d'une société capitaliste patriarcale, un problème d'individus violents, sans donc voir les causes profondes de cette violence. Quand tout un système est basé sur l'exploitation, la concurrence, l'oppression et la domination, (capitaliste, patriarcale, néocoloniale), l'individu qui émerge ne peut être qu'empreint de cette violence là qui structure nos institutions, notre système.

Dans les années 1970, le féminisme de la « seconde vague » établissait l'idée que « le privé est politique » ou encore que « ce n'était pas lui, ce n'était pas moi, c'était la société ». Autrement dit, que le schéma qui se reproduit dans d'infinis témoignages individuels démontre le caractère structurel des violences sexistes et donc du patriarcat. Ainsi il n'y a pas d'un côté les « porcs » qui harcèlent, agressent et violent et de l'autre côté les autres hommes, puisque toutes les personnes élevées dans cette société patriarcale en reproduisent les comportements, consciemment ou non. Ces comportements prennent des formes et des degrés multiples : ne pas prendre en charge la même quantité de tâches ménagères que sa compagne, licencier une salariée enceinte, parler plus fort et prendre plus d'espace que les femmes de son entourage, jusqu'aux meurtres conjugaux...

Oui, les violences faites aux femmes doivent être publiquement reconnues. Et c'est ainsi que le phénomène de libération de la parole est une avancée énorme dans la lutte contre les oppressions féminines. Mais au-delà d'une reconnaissance législative et de droits formels, c'est l'égalité réelle et la fin effective des violences contre les femmes qui est à conquérir.

Sur la base des témoignages relayés sur les réseaux sociaux commencent à fleurir une série de rassemblements de femmes autour de la lutte contre les violences. Alors qu'on voudrait condamner les femmes à être des victimes impuissantes, réduites à réclamer individuellement que l'État applique ses peines, c'est la solidarité, l'auto-organisation des femmes qui est en train d'émerger, pour que nous mêmes nous nous reconnaissons, et que nous redevenions les sujets, actrices de notre émancipation. Aussi, le 25 novembre aura aussi lieu la journée internationale contre les violences faites aux femmes, échéance dont nous devons nous emparer pour remettre en pratique ce qui a fait la force des mouvements féministes des années 1970 : la combativité et la critique radicale de ce système d'exploitation et d'oppression.

Margot (comité ville jeunes Toulouse)



Interview avec Olivier Besancenot

« Une contre-histoire de la révolution russe doit décliner cette expérience au présent, montrer l'actualité du processus révolutionnaire »

Olivier Besancenot, porte parole du NPA et auteur du livre *Que faire de 1917? Une contre-histoire de la révolution Russe*, paru en septembre 2017, répond aux questions de l'Étincelle Anticapitaliste.

Arthur : À propos de la révolution Russe, que ce soit le figaro qui parle de « coup d'état », que ce soit l'Obs qui parle toujours de « coup d'état bolchevik », ça contraste avec les récits des révolutionnaires de l'époque, notamment Trotsky qui parlait « d'irruption des masses dans l'histoire », pourquoi aujourd'hui il faut faire une contre-histoire de la révolution russe ?

Olivier Besancenot : Précisément pour opposer à la version dominante et au traitement dominant de la révolution russe l'histoire vue d'en bas de ce qui s'est passé à Petrograd en 1917, en février et en octobre, c'est-à-dire le fait que des centaines de milliers, des millions de personnes, d'exploités, d'opprimés, de soldats, d'ouvriers, de paysans se sont organisés d'elles-mêmes dans des conseils, dans des comités, dans des soviets et que c'est d'abord leur épopée, leur histoire, et leur processus. Au-delà des grandes dates et des grands hommes, c'est d'abord en effet cette irruption des masses sur la scène où se dessine leur destin. Donc contre-histoire ça signifie ça, c'est prendre à rebrousse-poil la version amenée jusqu'à présent par l'historiographie de l'Est comme de l'Ouest qui résumait finalement le processus révolutionnaire de 1917 toujours avec une vision vue d'en haut.

A. : L'enjeu de cette contre-histoire c'est aussi montrer que ce qui suit la révolution russe c'est-à-dire la bureaucratisation et le stalinisme, a été une trahison de la révolution...

O.B. : L'idée c'est d'essayer de conjuguer les processus révolutionnaires au présent et donc d'analyser en quoi ça souligne à la fois l'actualité de la révolution, c'est-à-dire le fait qu'à un moment donné il y a des irrptions en effet, des failles dans le temps où ceux qui sont tenus à distance de la scène politique s'emparent en réalité de leur propre destin à travers la forme des conseils, et [des conseils] soviétiques en l'occurrence pour 1917 puisque c'est comme ça que ça s'appelait là-bas; et en même temps l'actualité du processus contre-révolutionnaire bureaucratique parce que c'est une ombre qui plane sur tous les mouvements d'émancipation, même partiels, où il y a toujours cette tendance à ce qu'un corps se sépare du restant du mouvement. Et ce qui rend fascinant la révolution de 1917 c'est que c'est à la fois l'exemple et le contre-exemple de ce qu'il faut faire et ne pas faire dans une révolution.

Olivier Besancenot, *Que faire de la 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe*, Autrement, Paris, 2017, 17€

A. : La vision dominante aujourd'hui c'est que le communisme est une utopie. Une contre-histoire aujourd'hui est-ce que c'est aussi un outil pour faire mentir leur vision du futur ?

O.B. : Une contre-histoire c'est essayer de le décliner comme je le disais au présent, c'est donc en effet montrer l'actualité du processus révolutionnaire, des questions et des hypothèses stratégiques qu'elle pose. Alors moi il se trouve que je me suis énormément inspiré pour ce livre d'un texte de Daniel Bensaïd qui avait été écrit en 1997, « Communisme contre Stalinisme », qui était une réponse au *Livre noir du Communisme*, préfacé par Courtois. Et Daniel à l'époque, lui, m'a donné la fierté, à contre-courant, de continuer à me revendiquer de ce sujet-là, de cet adjectif-là, de ce mot-là, « communisme ». Donc je suis pour un communisme joyeusement auto-gestionnaire mais communisme quand même. Et donc c'est important en effet de prendre dans les expériences révolutionnaires du passé, et il n'y en a pas qu'une et je pense que 1917

c'est quand même une expérience révolutionnaire fondatrice particulière, c'est pas la seule mais elle en fait évidemment partie et donc à l'occasion de ce centenaire c'est évidemment l'idée de ne pas rester sans voix et d'essayer de voir en quoi on peut dire à toute la classe dominante actuelle que nous c'est notre histoire, c'est notre combat et que le meilleur moyen de le perpétuer ce serait de s'atteler à faire notre propre révolution dans un monde qui a en effet bien changé mais qui mérite toujours qu'on construise autre chose que cette société qui développe les inégalités, la misère, le racisme, les guerres et la catastrophe climatique.

A. : Le titre de ton livre, *Que faire de 1917 ?* c'est un clin d'œil au livre de Lénine qu'il écrit en 1902 intitulé *Que Faire ?* Pour toi, en quel sens c'est important de relire Lénine aujourd'hui ?

O.B. : Là c'est une allusion en effet, un clin d'œil au livre de Lénine sur la question de la nécessité du parti et de la révolution, mais justement tout proportion gardée, puisque dans ce clin d'œil là c'est-à-dire « Que faire de 1917 », il faut bien comprendre que nous on évolue dans un monde radicalement différent, où on pèse sur nos épaules le bilan politique du siècle qui a été ouvert par 1917 et qui s'est refermé en 1989 avec la chute du mur de Berlin. Et que [pour] nous, il s'agit surtout de réinventer de nouvelles hypothèses stratégiques qui non seulement permettent au prolétariat du XXI^e siècle de faire la révolution mais en plus de s'offrir un maximum de garantie que cette révolution ne dégénère pas une nouvelle fois en processus contre-révolutionnaire. Donc l'actualité des penseurs révolutionnaires de l'époque dont fait partie Lénine évidemment, mais comme d'autres, c'est de les prendre pour ce qu'elle nous apporte à l'époque dans leur contexte, et pas d'en faire des copier-coller. Puisque par exemple quand on lit *L'État et la révolution*, c'est une



analyse écrite quelques semaines avant octobre, c'est un livre qui est toujours d'actualité, dans –je dirais– l'actualisation marxiste de ce qu'est l'appareil d'État capitaliste, et du fait qu'on ne peut pas le prendre de l'intérieur et qu'on ne peut pas le réformer. Mais c'est en même temps un livre qui par exemple ne traite absolument pas du lendemain alors que le lendemain va surgir finalement quelques semaines après. Donc le problème c'est pas de distribuer les bons et les mauvais points, c'est de comprendre que dans les préoccupations, et pour pleins de raisons politiques, des révolutionnaires et des dirigeants révolutionnaires de l'époque, la question de savoir comment on pouvait faire fonctionner une démocratie socialiste et soviétique elle était finalement assez peu présente, parce que eux étaient obsédés par l'idée de la Commune et que l'idée c'était déjà de tenir, ce qu'ils ont fait. Or entre Lénine et nous il y a un monstre totalitaire qui a surgi et qui a abouti à cet espèce de caricature sanglante du communisme qui a été la dictature totalitaire.

A. : Quelque chose à ajouter sur un aspect du livre qui te tenait à cœur ou sur quelque chose que tu aurais redécouvert en faisant tes recherches... ?

O.B. : Ce que je mets à la fin du livre c'est que bien qu'ayant été biberonné de formations politiques sur la révolution russe depuis l'âge de 14-15 ans, date à laquelle je suis entré à la Ligue Communiste Révolutionnaire, en se repenchant sur le sujet et surtout avec les nouveaux écrits et ouvrages qui sont en train de sortir, de Rabinowitch (*Les bolcheviks prennent le pouvoir*) par exemple d'un côté ou même celui de David Mandel (*Les soviets de Petrograd*) sur les archives de tous les conseils de Petrograd de 1917. On se rend compte à quel point c'est un mouvement de masse, c'est une expérience inégalée en termes auto-gestionnaire. C'est vraiment quelque chose que j'invite à découvrir ou à redécouvrir, c'est un puits sans fond duquel on peut continuer à tirer beaucoup de choses pour aujourd'hui.

Propos recueillis par Arthur (Comité Jeunes Paris 1)



« Au-delà des grandes dates et des grands hommes, la révolution russe c'est d'abord cette irruption des masses sur la scène où se dessine leur destin. »



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

1917-2017 : CENT ANS APRÈS LA RÉVOLUTION RUSSE, S'APPROPRIER L'HÉRITAGE BOLCHÉVIQUE

Il y a cent ans, la révolution russe ébranlait le monde. À l'image du *Figaro* qui titre sa revue historique « Quand Lénine inventait le Totalitarisme », ou de *l'Obs* qui parle d'« un simple coup d'état contre un pouvoir agonisant »¹, le centenaire est l'occasion pour la presse bourgeoise de continuer la diabolisation de cet événement historique, qui aura fait trembler les puissants du monde entier. Une occasion de plus de discréditer autant l'idée de révolution que le projet communiste, appuyant leur puissante offensive idéologique contre les « totalitarismes » sur le stalinisme et son cortège de trahisons.

En 1947 l'oeuvre stalinienne avait fini de liquider l'internationale communiste. Non seulement en massacrant les révolutionnaires Russes qui avaient dirigé la révolution d'octobre, mais aussi en conduisant le prolétariat mondial à de sanglantes défaites en Espagne, en Allemagne en France, en Chine, etc. Victor Serge, militant révolutionnaire anarchiste ayant rejoint les rangs bolcheviques

pendant la révolution écrivait alors « L'événement le plus chargé d'espoir, le plus grandiose de notre temps, semble s'être retourné tout entier contre nous. Des enthousiasmes inoubliables de 1917, que reste-t-il ? »²

La révolution russe, par laquelle les travailleurs du plus grand pays du monde ont pris le pouvoir, a démonté qu'il était possible d'en finir avec l'exploitation, la domination de la bourgeoisie, que les exploités pouvaient prendre leurs affaires en main, non seulement économiquement par la planification démocratique et rationnelle, mais aussi politiquement au moyens d'institutions nouvelles, où la démocratie s'exerçait sur les lieux de travail et de vie, au moyen de comités d'usine, de soviets, d'élus révocables à tout moments et payés à salaire d'ouvriers. Si l'union soviétique mit fin à l'exploitation sur une grande partie du globe, elle se donna également les moyens, jusqu'à la contre révolution stalinienne, de mettre fin aux oppressions générées ou

renforcées par le système capitaliste, à commencer par le patriarcat, sur le plan légal, économique en s'attaquant au travail domestique, mais aussi des mœurs. Mais son objectif était avant tout de se faire point d'appui pour la révolution mondiale, pour la destruction des classes sociales et du système capitaliste international.

À l'heure où le monde est ébranlé par une profonde crise économique qui engendre de terribles guerres, donne ou redonne vie aux idéologies les plus réactionnaires, mais aussi à de nouvelles irruptions populaires et ouvrières contre l'austérité, la misère et des régimes qui se montre tous les jours de plus en plus antidémocratiques. Comme le montrent les printemps arabes, le mouvement des indignés, les puissants épisodes de lutte des classes en Grèce, en Chine, en France et partout dans le monde, la question de la révolution se pose avec une brûlante actualité.

parti bolchevique qui sont parvenus à enrayer la guerre, renverser le tsarisme et à poser les jalons d'une autre société peut-elle nous être utile aujourd'hui ? Qu'est-ce qui a fondé la bureaucratisation du jeune état ouvrier et comment nous en prémunir ? Sans tomber dans la mystification d'un passé glorieux, ni dans le révisionnisme historique, nous avons besoin de nous approprier les bilans fondamentaux de la seule révolution ouvrière victorieuse du XXème siècle pour parvenir à notre tour à ébranler le monde.

C'est dans cet esprit, celle d'une contre-histoire de la Révolution Russe, que le NPA-Jeunes organise le 8, 9 et 10 décembre, un week end de formation et de débats sur la révolution russe, de son actualité aujourd'hui aux débats stratégiques qu'il soulève. Autour de meetings, de pléniers, ainsi que d'ateliers, il s'agira de nous réapproprier une histoire, un héritage politique que l'idéologie dominante cherche aujourd'hui à effacer, et qu'il faut nous réapproprier.

Comment l'expérience des travailleurs russes avec à leur tête le

1. *l'Obs*, « Octobre 1917? Une simple échauffourée! » paru le 24 décembre 2016

2. V. Serge: « Trente ans après la Révolution Russe », juillet-août 1947



Boris Koustodiev, *Le Bolchevik*, 1920, huile sur toile, Moscou, Galerie Tretiakov

Léo (comité ville Jeunes Toulouse)

A 16 NOV Journée nationale de grève et de manifestations contre les ordonnances et les réformes de l'université
N 25 NOV Journée contre les violences faites aux femmes
D 8-10 DEC Week-end de formation du NPA Jeunes autour de la révolution russe

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : bsj.npa@gmail.com
jeunes.npa2009.org // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA